

Certains signes encourageants nous portent à croire que nous commençons à récolter les fruits des mesures prises, ces dernières années, afin de stimuler la prospection et l'exploitation de nos ressources en énergie. En effet, la recherche de sources de gaz naturel dans l'Ouest du Canada semble avoir été très fructueuse depuis deux ans, et la prospection dans la région de la mer de Beaufort et autour des îles de l'Arctique semble, elle aussi, prometteuse. Pétro-Canada, de concert avec le secteur privé, étudie sérieusement la possibilité d'acheminer du gaz naturel aux marchés du Québec et des provinces de l'Atlantique.

Le projet de gazoduc du Nord favorisera encore plus la prospection dans la région de l'Arctique. Vous serez appelés à approuver, par l'adoption d'un projet de loi, l'accord conclu avec les États-Unis sur le pipe-line. Cet accord capital, point de départ de l'une des plus grandes entreprises de génie civil de l'histoire, procurera au Canada des avantages importants: création d'emplois, investissements, achat de matériaux, et accès plus facile et plus économique aux réserves de gaz du Nord.

Il vous sera aussi demandé d'adopter un projet de loi sur le pétrole et le gaz naturel, dont l'objet sera de réglementer la prospection du pétrole et du gaz sur les terres administrées par le Gouvernement fédéral et d'établir un régime de redevances.

Le Gouvernement s'engage à garantir que les projets de mise en valeur du Nord respecteront le droit des autochtones de négocier un règlement juste et raisonnable de leurs revendications territoriales, et celui de collaborer et d'imprimer une orientation à l'aménagement de la région. Or, les négociations avec les autochtones se poursuivent. En ce qui concerne le Yukon, le Gouvernement proposera des mesures spéciales pour veiller à ce que la construction du pipe-line ne porte pas atteinte aux droits des autochtones et ne les empêche pas de participer aux avantages. Quant aux Territoires du Nord-Ouest, le Gouvernement a chargé un commissaire de consulter les groupes intéressés et de donner son avis sur l'allure et l'orientation de l'évolution constitutionnelle dans cette partie du pays.

[Français]

L'influence de l'économie sur la vie quotidienne des Canadiens est telle que le manque de stabilité et d'équité à ce niveau suffirait à faire naître des sentiments d'alinéation, d'hostilité et de dissension. Dans le contexte du débat actuel sur l'unité nationale, il est donc impérieux d'empêcher que les injustices économiques ne viennent envenimer davantage les sentiments d'inégalité linguistique ou culturelle. Inversement, il ne fait aucun doute que l'incertitude qui règne au Québec nuit à l'économie.

Rares sont les pays aussi comblés que le Canada, où règnent une telle liberté et une telle abondance. Peut-être, après tout, n'y a-t-il que les gens venus de contrées moins fortunées pour apprécier pleinement le bonheur de vivre dans un pays que la nature favorise tant et que la diversité culturelle enrichit.

Même au milieu de l'abondance, il y a des Canadiens qui savent qu'ils ne reçoivent pas leur juste part. Pour ne citer qu'un exemple, dans ces régions des provinces de l'Atlantique où le chômage sévit particulièrement, certains se considèrent comme un groupe d'exclus qui ne peuvent voir l'abondance que de

Le discours du trône

loin. Beaucoup de Canadiens de l'Ouest ont largement contribué à l'essor du Canada, pourtant ils croient qu'ils ne sont guère écoutés. Bien des Québécois pensent que le Canada ne leur donne pas, à l'heure actuelle, la possibilité de réaliser leurs aspirations légitimes. Il y a aussi, dans tout le pays, des autochtones à la recherche d'une vie meilleure pour eux-mêmes et pour leurs enfants.

Ce mécontentement qui se manifeste au milieu de l'abondance ne peut prendre sa source que dans l'esprit de l'homme, et c'est de là aussi que devra venir l'unité de la nation. Une volonté plus ferme d'écouter ceux qui nous entourent et de comprendre leurs besoins, une générosité accrue entre les personnes et entre les régions, un désir plus grand de se renoncer pour donner une chance aux autres, voilà autant d'éléments qui sont du domaine de l'esprit. Tous sont essentiels à l'unité du pays. Les gouvernements, il va sans dire, ont la double responsabilité de favoriser l'unité et d'y contribuer par leurs paroles et par leurs actes. Les Canadiens, je crois, commencent à prendre conscience de la gravité du problème de l'unité. Ils reconnaissent la nécessité de faire un effort nouveau et sincère de compréhension mutuelle et de partage.

Le Gouvernement se voue à la redécouverte du sens de l'unité. Il cherche une réponse auprès de tous ceux qui s'intéressent au Canada et qui ont quelque idée de la façon d'y rendre la vie encore meilleure. Notamment, il est disposé à travailler avec les gouvernements des provinces, qui ont manifestement tout intérêt à améliorer l'existence au Canada.

Le Gouvernement a créé dernièrement le Groupe de travail sur l'unité canadienne, lequel a déjà commencé à recueillir des opinions dans toutes les régions du pays. Ce groupe devrait permettre aux Canadiens de participer plus activement au débat, de contribuer davantage à façonner le nouveau visage du pays.

[Traduction]

Plus tard au cours de la session, le Gouvernement soumettra au Parlement et, de ce fait, au peuple canadien, un ensemble de propositions qui ont trait à la Constitution du Canada et qui devraient être particulièrement importantes pour l'avenir du pays. Ces propositions porteront notamment sur l'essence de la fédération canadienne et sur ses objectifs, sur certaines libertés et certains droits fondamentaux dont tous les Canadiens devraient jouir, puisqu'ils sont indispensables à la survie du Canada comme société libre et démocratique, et sur certains éléments de la formule fédérative canadienne qui importent à son bon fonctionnement.

Le Gouvernement espère que ces propositions susciteront la mise en place d'un mécanisme de révision constitutionnelle, auquel participeront tous les gouvernements du Canada et qui permettra aux Canadiens en général d'exprimer leur opinion sur le genre de pays qu'ils veulent à présent et pour l'avenir. Nous pouvons avoir confiance que sortira de cette révision un nouveau fédéralisme, susceptible de recevoir l'assentiment et l'adhésion de tous les Canadiens.